

L'ENFANT ET LA DYNAMIQUE URBAINE : APPROCHE SOCIOLOGIQUE

Michel Bassand

*Institut de recherche sur l'environnement
construit (IREC)*

*Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne
Case postale 555
CH - 1001 Lausanne
Suisse*

Summary

The central ideas are: (1) The urban phenomenon is undergoing a deep transformation with the emergence of a new society: the programmed society. This change is taking place with the complicity of several actors, notably the political and economical ones, the professionals working on space and the inhabitants-users-citizens. (2) Children who are part of the last-named actor have their part in this dialectical process: they are conditioned by changes in society and by urban dynamics, but also, they are actively part of these transformations and contribute to their orientation. The difficult question raised by these dynamics might be phrased in the following terms: What are the modalities for an urban policy where children are effectively considered as a real actor and not as docile pawns?

Résumé

Deux idées centrales sous-tendent cet article: (1) Le phénomène urbain se transforme profondément en fonction de l'émergence d'une société nouvelle: la société programmée. Ce changement se fait par l'intermédiaire de divers acteurs, notamment les acteurs économiques et politiques, les professionnels de l'espace et les habitants-usagers-citoyens. (2) L'enfant, qui appartient à cette dernière catégorie d'acteurs, participe à la même dialectique: il est conditionné par les changements de société et par la dynamique urbaine, mais aussi, il est un acteur de ces transformations et contribue à les orienter.

La question difficile qui se pose, tenant compte de ces mouvements, se formule ainsi: "Selon quelles modalités peut-on mener des politiques urbaines où l'enfant soit effectivement considéré comme un acteur et non pas comme un pion docile?"

Liminaire

Le phénomène urbain est aussi un processus : c'est une des idées centrales de cet article. D'où le concept de structuration urbaine signifie que le phénomène urbain comprend certes une morphologie, une structure sociale et une culture, mais encore - par ses organisations, groupes, institutions et formes de sociabilité de tous types - il fonctionne continuellement et ne cesse de changer. Plus encore, ce fonctionnement et ce changement ne sont pas inhérents au phénomène urbain, ils résultent d'une multitude d'acteurs individuels et collectifs qui forment un système.

Un acteur se définit par trois paramètres :

1. Sa position dans la structuration sociale, qui génère ses intérêts, ses valeurs, ses statuts et rôles, sa mobilité, son pouvoir.
2. Une identité.
3. Un ou plusieurs projets.

Il est indispensable d'ajouter que le phénomène urbain se situe dans un contexte sociétal qui fonctionne et change selon ses acteurs. Le phénomène urbain est structuré par ce contexte, mais l'inverse est également vrai. L'enfant participe-t-il à ces processus ?

La structuration urbaine contemporaine et ses acteurs

Longtemps, le terme de ville a servi à désigner le phénomène urbain : ville antique, ville médiévale et classique, ville industrielle. Il n'y a maintenant quasiment plus de villes, elles se sont presque toutes métamorphosées en agglomérations urbaines. Certes, dans ces entités, on reconnaît fort bien les villes d'antan et leurs diverses phases de formation, mais les villes en elles-mêmes ne sont plus qu'un fragment de phénomène urbain. D'ailleurs, leur appartenance à une agglomération urbaine les a profondément restructurées tant spatialement que socialement. La diversité des agglomérations urbaines est considérable, en termes d'histoire, de culture, de structure socio-économique, de taille, etc. ... Le plus souvent, à l'intérieur d'un même pays, ces agglomérations se livrent une vive compétition (Cunha, 1994; Racine, 1994; Bassand et al., 1988; Bassand et Leresche, 1993).

Précisons que souvent les agglomérations urbaines sont dénommées aires métropolitaines et que les plus grandes d'entre elles, à notre avis, celles d'un million d'habitants et plus, sont des métropoles. Si cette terminologie est adoptée, dorénavant il faut appeler le changement du phénomène urbain *métropolisation* et non plus *urbanisation*, tant les aires métropolitaines et les métropoles sont devenues des réalités prédominantes (Choay, 1994).

1. Selon notre liminaire, la structuration urbaine résulte, en partie du moins, de son contexte sociétal. Depuis plusieurs années, de nombreux changements ont contribué à métamorphoser la société industrielle, d'où une société nouvelle est née ou est en train de naître. Comment l'appellerons-nous? Société informationnelle ? Société technicienne ? Société de service ? Avec A. Touraine (1992), nous préférerons le nom

de société programmée. Nous définissons l'idée de programme, d'une part, par un ensemble d'opérations ordonnées et d'autre part, comme un dispositif permettant d'effectuer cet ensemble d'opérations. Comme toute autre société, la société programmée implique des aspects positifs et négatifs. Nombreux sont ceux qui contestent l'idée de société programmée. Il faudrait - disent-ils - parler de société en voie de programmation, ou même de société en voie de déprogrammation. Ils ne perçoivent, dans les changements actuels, que la désorganisation de la société et non sa programmation qui a lieu pourtant de manière concomitante.

Quelles sont les principales caractéristiques de cette société programmée ? Nous reconnaissions cinq axes de changement, dont les antécédents sont anciens mais qui, ensemble et actuellement, déploient tous leurs effets et font la société programmée qui, bien sûr, n'arrête pas de changer.

a) L'affirmation des sciences et des technologies

C'est par les sciences et les technologies que la rationalisation se développe, partant, plus aucun domaine des sociétés programmées n'échappe à leur influence: la programmation se fait par leur intermédiaire.

b) La mondialisation

L'horizon des acteurs contemporains est devenu mondial, certes à des degrés divers. Ce qui ne signifie pas que les considérations locales n'ont plus de sens, mais il n'est plus possible d'avoir une pensée et une action que locale, régionale ou nationale, il est indispensable de les hisser à un horizon mondial. Une division mondiale du travail se généralise.

c) L'individualisation et l'individuation

L'individualisation signifie que les pratiques sont de plus en plus individuelles, mais progressivement, dans ce processus, chaque individu dans la masse s'efforce de se distinguer, c'est l'individuation. Ces deux processus n'ont jamais autant progressé que dans les sociétés contemporaines. L'organisation du travail et des loisirs, l'économie de marché, la culture et la consommation de masse, les média - et nous en passons - contribuent à promouvoir l'individualisation et l'individuation. Ces deux processus tendent à occulter le rôle toujours fondamental et déterminant des rapports sociaux en termes de genre, de classes d'âge et de catégories socioprofessionnelles qui sont intimement liés à la structuration sociale.

L'individu est devenu une valeur, ce qui n'empêche pas qu'il soit programmé.

Ces transformations désorganisent les groupes et les collectivités antérieurs : famille, villes et villages, entreprises, État, etc. ... Certains croient que cette désorganisation sonne le glas de la vie collective et communautaire en elles-mêmes; ils ne voient pas que de nouveaux groupes et collectivités se forment simultanément, parfois en empruntant les mêmes noms que les précédents. L'entreprise en est l'exemple le plus frappant : l'actuelle n'a plus rien à voir avec celle de la société industrielle, et

pourtant, elle porte le même nom.

L'enfant est directement touché par ces processus : il participe à l'individualisation et à l'individuation. Nous le verrons plus loin.

d) *La crise de l'environnement*

e) *De nouveaux acteurs*

Chaque société se différencie par des rapports sociaux spécifiques et, partant, par des acteurs originaux. La société programmée n'échappe évidemment pas à cette règle.

La technocratie est la championne de la programmation, cela au nom de l'efficacité et de la rentabilité. Elle s'identifie à la rationalisation sous toutes ses formes; d'ailleurs, la programmation n'est qu'une forme de rationalisation. La technocratie recrute ses membres dans les professions les plus diverses : médecine, ingénierie, droit, économie, travail social, etc. Ce qui ne veut évidemment pas dire que tous les professionnels sont des technocrates.

Les opposants à la technocratie sont souvent organisés en réseaux sociaux peu structurés, mais aussi en groupes et en mouvements. Leurs valeurs sont l'autonomie, l'équité, la spontanéité, la qualité de la vie, etc. Concrètement, ce sont les diverses tendances de l'écologisme, les mouvements féministes, régionalistes, tiers-mondistes, etc.

Il ne faudrait pas oublier de mentionner d'autres types de mouvements sociaux, radicalement différents : les mouvements nationalistes et populistes, avec leurs attitudes et pratiques autoritaires, réactionnaires, racistes, xénophobes. Ils sont à l'heure actuelle les opposants les plus virulents de la technocratie et de la société programmée. Leurs succès ne cessent d'inquiéter les partisans de la démocratie.

Si d'aucuns contestent l'idée de société programmée, c'est notamment parce qu'ils ne considèrent que les actions des opposants à la technocratie; ils en oublient de prendre en compte les actions programmatrices - certes souvent discrètes mais efficaces et dominantes - de la technocratie.

Ce contexte sociétal que constitue l'émergence de la société programmée contribue d'une part à façonner l'émergence du système des agglomérations urbaines et d'autre part constitue en large partie le système des acteurs et la vie sociale des agglomérations, que chacune bien sûr adapte selon sa spécificité. Le concept de métropolisation comprend ces deux dynamiques spatiales et sociales.

La spécificité des agglomérations urbaines

Comment définir les agglomérations urbaines ? Nous pensons qu'au moins cinq critères sont essentiels. Ils sont à la fois le résultat d'une longue évolution, mais aussi l'expression de la société programmée et des cinq dimensions mentionnées ci-dessus pour la décrire.

a) La taille**b) La configuration socio-économique**

Le premier critère met en relief la grandeur de l'agglomération, celui-ci s'attache à spécifier l'agglomération selon ses composantes. Il s'agit de rendre compte de l'agglomération selon les principaux traits

- de sa population : genre, âge, stratification, culture, etc.;
- de ses activités, c'est-à-dire notamment de sa structure économique aux multiples facettes;
- de ses divers équipements, leur importance relative, leur fonctionnement, etc.

Cette configuration socio-économique joue un rôle de premier plan pour définir le type de chaque agglomération. Celles qui sont actuellement dominantes tendent à être tertiaires et multi-culturelles et à déployer un horizon mondial.

c) La segmentation spatiale

Ce concept comprend ceux de ségrégation sociale et de spécialisation fonctionnelle du sol. En simplifiant, ce critère établit dans quelle mesure les divers groupes de population, les activités économiques et les multiples équipements urbains sont séparés dans l'espace de l'agglomération ou au contraire entremêlés. Les différents types de phénomènes urbains se caractérisent par une tendance profonde à séparer dans l'espace les populations, les activités économiques, et les équipements. Par exemple, les villes médiévales et classiques ont inventé différentes formes de ségrégation, comme le ghetto. La ville industrielle a mis en place la spécialisation fonctionnelle du sol : le mouvement moderne d'architecture a érigé en doctrine ce phénomène, le *zoning*. C'est la Charte d'Athènes qui a préconisé - entre les deux guerres mondiales - que l'habitation, les loisirs, le travail, la circulation soient strictement séparés dans l'espace. C'est maintenant chose faite, toutes les agglomérations urbaines d'Occident ont été construites selon ce principe, auquel a été combinée la ségrégation sociale. Ce développement, ainsi que l'individualisation et l'individuation, contribuent fortement à différencier le citadin en habitant, travailleur ou usager des divers espaces et équipements.

Plusieurs professionnels de l'espace urbain remettent maintenant en cause ce point de doctrine et proposent de réintroduire une mixité spatiale des populations, des activités et des équipements. C'est une initiative très pertinente, car si nous admettons que la centralité de l'urbain implique la rencontre, l'échange, la simultanéité et la spontanéité de ses multiples acteurs - ce qui en fait une collectivité essentielle dans toute société - il apparaît que les différentes formes de segmentation spatiale ruinent ce fait.

d) La gestion des flux

Une collectivité aussi complexe que le phénomène urbain nécessite une gestion privée et/ou publique attentive aux multiples flux qui la composent et qui se

répartissent dans l'espace.

Étant donné la grande taille et la grande superficie de l'agglomération urbaine, étant donné la segmentation spatiale qui s'impose, la mobilité devient une des conditions *sine qua non* de son fonctionnement. Mobilité certes de ses habitants, mais aussi celle des biens et services qu'elle produit, des capitaux, des informations, etc. L'agglomération urbaine peut se définir - et cela d'autant plus que son envergure est grande - par un système très complexe de flux. Si bien que la gestion des flux devient un critère de toute première importance. Ce fait en implique un autre : la structuration de l'agglomération dépend d'un ensemble de réseaux de plus en plus interdépendants. La gestion des flux passe par celle des réseaux techniques et territoriaux, ces derniers rendent les agglomérations urbaines très dépendantes des sciences et des technologies.

Parmi les divers modes de transport, l'automobile est devenue le mode dominant : l'agglomération urbaine est littéralement submergée par un flux d'automobiles engendrant de nombreux problèmes. Il fait planer sur le phénomène urbain des menaces diverses : accidents, pollutions, congestions, etc., d'où la mise en place d'un mouvement de modération du trafic (Bonanomi, 1990).

e) *L'absence d'institutions politiques démocratiques*

Ce sont là les principales dimensions de l'agglomération urbaine des sociétés programmées, sans que cette liste soit exclusive.

Les acteurs métropolitains

Le phénomène urbain fonctionne et change par l'intermédiaire d'un système d'acteurs très complexe comprenant aussi bien des individus que des groupes ou des organisations petits ou grands. Comment rendre compte de cette complexité ?

Nous distinguons au moins quatre types d'acteurs :

- a) *Les acteurs économiques.* Ils sont extrêmement puissants. Leurs décisions structurent très largement la dynamique urbaine. Ce sont les entreprises, les propriétaires fonciers et immobiliers, ainsi que les multiples organismes qui les représentent.
- b) *Les politiques,* d'abord ceux qui agissent au niveau des collectivités urbaines, mais aussi ceux qui interviennent dans des organismes régionaux et nationaux, car leurs décisions ont quasiment toujours des retombées sur l'urbain.
- c) *Les professionnels de l'espace,* les architectes, urbanistes et ingénieurs en premier lieu, mais aussi tous les professionnels qui gravitent autour d'eux, en amont ou en aval de leurs actions.
- d) *Les habitants,* c'est-à-dire les individus et les groupes qui s'approprient, d'une manière ou d'une autre, leur espace résidentiel et leurs environs plus ou moins immédiats. Une très courte réflexion nous oblige à compléter ce type par les autres

rôles que jouent les habitants : notamment les usagers des multiples équipements qu'ils utilisent quotidiennement et qui déclenchent d'autres logiques que celles relatives au logement (écoles, équipements de transports, équipements sanitaires, culturels, etc.); les enfants appartiennent à la catégorie des habitants et des usagers. Sont-ils néanmoins des acteurs ? Les habitants et les usagers s'expriment souvent en tant que citoyens qui, de différentes manières, sont appelés à se prononcer sur certaines transformations urbaines concernant les collectivités publiques (divers équipements publics, les espaces publics, etc.).

Habitants, usagers, citoyens sont le plus souvent un seul et même acteur; pourtant souvent, il est indispensable de les considérer séparément.

Ces quatre types d'acteurs n'agissent que rarement isolément : ils forment un système très complexe avec encore d'autres types d'acteurs, que nous ne pouvons pas analyser ici, mais qui sont importants dans la structuration urbaine. Tous s'impliquent et s'influencent. Ils forment des alliances ou au contraire s'excluent mutuellement. Rappelons que les habitants, mais aussi les politiques, les professionnels de l'espace et les acteurs économiques se situent dans la structuration sociale, c'est-à-dire dans la dialectique des rapports des technocrates et de leurs opposants, mais aussi dans la dynamique des rapports sociaux en termes de genre, âge et stratification sociale. Cette insertion conditionne très significativement leurs comportements.

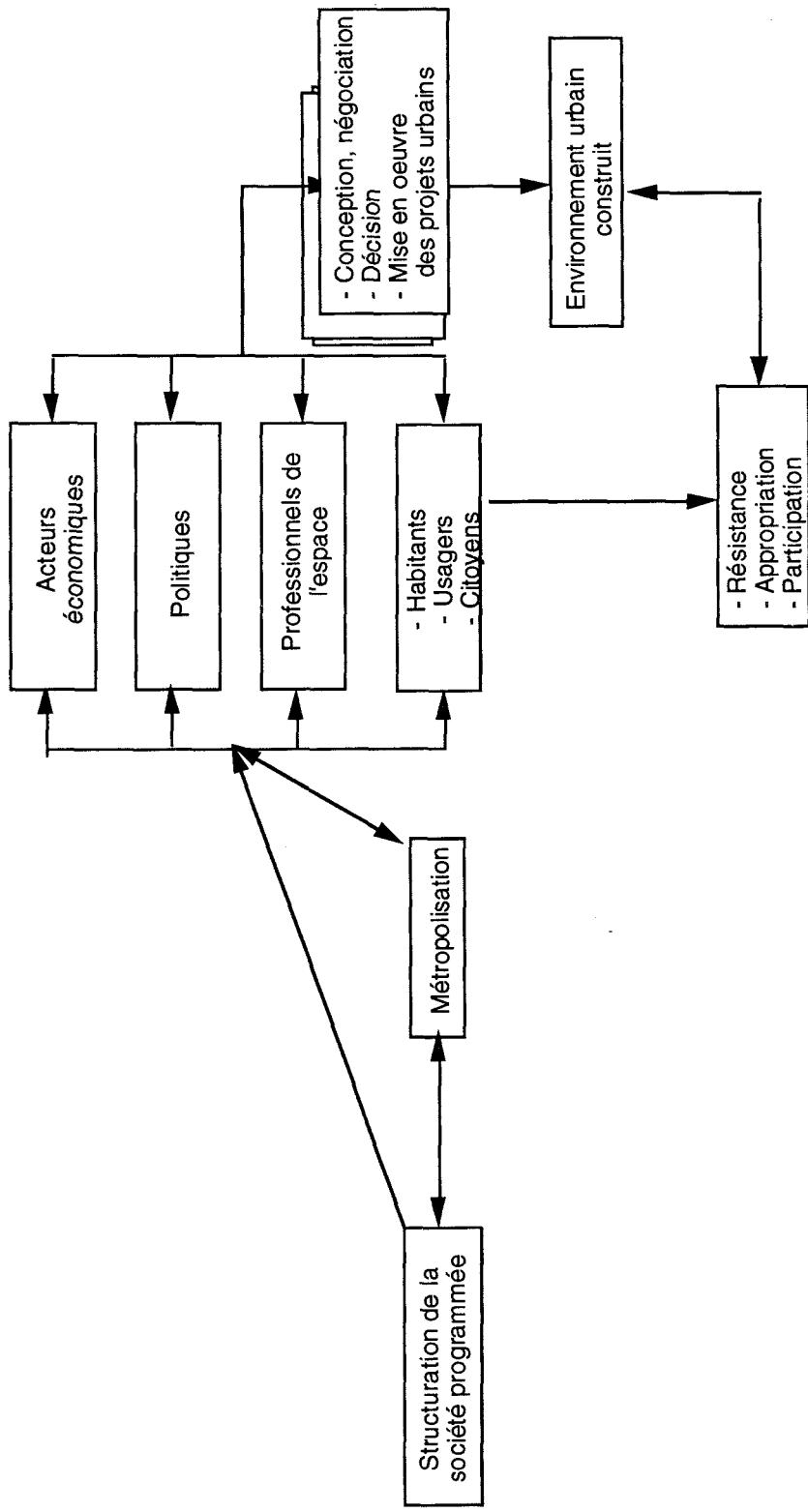
Ces quelques propos laissent entendre que les transformations urbaines dépendent très largement de questions de pouvoir et impliquent une revendication de participation à la conception du projet urbain, aux décisions qui le concernent et à sa mise en oeuvre...

De ces quatre types d'acteurs, les habitants méritent toute notre attention, car les politiques et les professionnels de l'espace auraient tendance à les ignorer ou à les réduire à des pions dociles, c'est-à-dire à les condamner à accepter ou à refuser sans autre leurs propositions... Est-ce possible d'en faire purement et simplement des résistants ? Est-ce possible d'aménager l'agglomération urbaine sans une participation pleine et entière des habitants, des usagers et des citoyens ? De nombreuses expériences démontrent que cette participation ne va pas de soi, d'autres au contraire mettent en relief que la participation donne d'excellents résultats (Joye et Simonin, 1994). Quels sont les divers niveaux de la participation ? Elle peut être conçue de manières très différentes, de la consultation préalable à l'intégration de l'habitant, usager, citoyen dans les processus de conception et de consultation, de décision et de mise en oeuvre. Il faut savoir que ces modalités ne s'excluent pas. L'habitant, usager et citoyen est un partenaire à part entière du politique et du professionnel (Percq, 1994).

Nous tentons de synthétiser notre propos par le schéma de la figure 1.

Enfin, nous aimerais insister sur l'idée de la participation de l'habitant, de l'usager et du citoyen à l'aménagement de l'agglomération urbaine. Il ne suffit pas d'invoquer la participation, il faut encore imaginer des procédures permettant à ces acteurs de jouer

Figure 1 - LA STRUCTURATION URBAINE ET SES ACTEURS



un rôle effectif. Un nombre important de propositions a déjà été formulé, mais la société programmée qui actualise l'individualisation et l'individuation ne stimule pas la participation. De notre point de vue, les propositions et les expériences qui ont été faites doivent être restructurées en fonction du contexte sociétal nouveau. Or, rien ne stimule les politiques et les professionnels à agir dans ce sens, même pas les habitants, usagers et citoyens...

L'enfant peut-il devenir un acteur ?

Considérons le statut de l'enfant dans les sociétés préindustrielles, ensuite examinons rapidement l'enfant dans les sociétés programmées telles que nous les avons définies.

Dans les sociétés préindustrielles, l'enfant assume des fonctions diverses et nombreuses; mentionnons trois d'entre elles :

- Il représente pour leur système économique à base de paysannerie et d'artisanat une main-d'œuvre indispensable;
- Mais c'est aussi "l'assurance vieillesse" des membres de ces sociétés, et, enfin,
- L'enfant est le symbole d'une bénédiction divine.

Très rapidement, la responsabilité de l'enfant est grande. La mortalité élevée de ces sociétés signifie qu'elles doivent assurer une natalité considérable. L'industrialisation transforme progressivement cet état de fait. La généralisation du salariat, la mise en place d'une sécurité sociale bureaucratisée, la sécularisation, les progrès sanitaires et médicaux font que la fécondité humaine se réduit très sensiblement. La famille nucléaire se contente d'un à deux enfants. Il en découle que l'enfant change complètement de statut. C'est le règne de l'*enfant-roi*.

L'éducation de l'enfant prend une importance très grande : par elle, il s'agit d'assurer l'épanouissement de toutes ses facultés. Dans ce contexte, le jeu enfantin devient une activité cruciale. Le jeu apparaît comme l'activité au cours de laquelle l'enfant apprend ses futurs rôles d'adulte. D'ailleurs, pour l'adulte, l'enfant devient un jeu.

L'émergence des sociétés programmées, avec l'individualisation et l'individuation qui s'affirment, confirme ces tendances. Dès lors, la scolarisation joue un rôle toujours plus significatif. Mais elle correspond à l'allongement de l'irresponsabilité sociale de cette première phase de la vie. Sur la période de 3 à 18 ans, on apprend à l'individu à cultiver l'enfant qui est en lui.

Par ailleurs, pendant cette période, l'enfant échappe à l'influence de ses parents : l'école, les pairs et les média pour le pire comme pour le meilleur relèvent les parents de leurs obligations.

Pendant cette socialisation, deux valeurs sont inculquées aux enfants : la rationalité et l'individualisme.

En raison de ces valeurs, les enfants n'obéissent plus, mais ils négocient avec les adultes. Ainsi se met en place et en oeuvre un nouveau modèle culturel fait d'autonomie. L'enfant devient acteur de sa socialisation. Actuellement, ces processus sont spécialement visibles dans les familles appartenant aux couches sociales supérieures.

La natalité ne cesse de régresser et cela partout, au fur et à mesure que la modernisation progresse. Cette tendance pose de graves problèmes aux sociétés contemporaines. Bref, l'enfant devient rare...

A notre époque, on ne rate aucune occasion de créer un marché. Ainsi, l'enfant devient un marché d'abord pour les parents éducateurs : marché de la santé, marché de la puériculture, marché des jouets, etc. L'enfant devient aussi un consommateur sans la médiation de ses parents : il a un budget qu'il gère de manière autonome. Son budget est même devenu un instrument éducatif. Plus encore de cette manière l'enfant est/devient un aiguillon de la consommation des adultes. Les parents veulent retrouver leur moi dans les enfants. En effet, les valeurs juvéniles que sont la vivacité, la fraîcheur, la santé, la beauté, etc. sont prestigieuses pour toutes les classes d'âge. Ainsi, les adultes s'essoufflent à rester jeunes comme leurs enfants. L'enfance et la jeunesse - de plus en plus rares - deviennent des figures culturellement dominantes. On assiste à une infantilisation des adultes en même temps qu'à une "adultisation des enfants". Il est aussi juste de dire qu'"il n'y a plus d'enfants" que de dire qu'"il n'y a plus que des enfants", même s'ils sont toujours moins nombreux.

En résumé, tout indique que, dans les sociétés contemporaines, l'enfant, à des degrés divers, tend à s'émanciper de la structuration sociale et à devenir un acteur.

Le rôle de l'agglomération urbaine dans l'émancation de l'enfant

L'agglomération urbaine représente un instrument de socialisation que l'enfant explore plus ou moins systématiquement et qu'il cherche à s'approprier¹. S'approprier un lieu n'est pas seulement en avoir l'usage reconnu, c'est établir une relation avec lui, l'intégrer dans son vécu, pouvoir y marquer son empreinte et devenir acteur de sa transformation.

Dans chaque zone résidentielle, l'appropriation par l'enfant implique un détournement de l'usage prévu des lieux et des transgressions qui prennent des aspects multiples selon les enfants. En effet, les filles ont un espace plus réduit que les garçons et les enfants de moins de huit ans sont plus dans le giron de la famille, et dans des espaces désignés par elle. Pour cette catégorie, l'appropriation réelle est limitée, réduite, les possibilités de transformer sont inexistantes, des détournements d'espaces sont rares. C'est après huit ans que l'appropriation devient réelle.

¹ Les lignes qui suivent découlent d'observations menées avec nos étudiants dans divers quartiers de Lausanne, qui ont donné lieu à des publications internes. Elles sont également influencées par la recherche de M.-J. Chombart de Lauwe (1976).

L'ensemble de la recherche de M.-J. Chombart de Lauwe (1976) et nos observations à Lausanne font apparaître une quête permanente chez les enfants d'un territoire. Cette quête témoigne de leur ingéniosité et de leur adaptabilité. Ils recherchent des espaces disponibles, modifiables selon leurs activités, des lieux intimes, personnalisables.

Les terrains de jeux dévolus aux enfants par les adultes, selon des critères de sécurité, ont surtout pour objectif de maintenir les enfants sous leur surveillance. Or, les terrains des enfants ne se conforment pas aux espaces ludiques et scolaires, les pratiques des enfants s'étendent à l'apprentissage de la société tout entière - exploration de la totalité de l'espace construit...

Les pré-adolescents préfèrent de loin les terrains dangereux et pollués. Braver les interdits est une nécessité, une manière de l'affirmer et, partant, de former sa personnalité. En grandissant, le besoin se fait sentir de sortir du quartier - ce qui est plus ou moins aisément réalisable selon les quartiers. Certains de ces espaces empêchent même d'avoir envie, ils gèlent l'imaginaire. L'univers délimité, attribué, sécurisant devient source de frustrations ou d'apathie. L'enfant "risque de perdre le goût de transformer tant on l'aura habitué à des lieux figés, suréquipés, surdéterminés, super institutionnalisés, intransformables" (M.-J. Chombart de Lauwe, 1976).

BIBLIOGRAPHIE

- BASSAND, M., JOYE, D., SCHULER, M. (1988), "Les enjeux de l'urbanisation: Agglomérations-problème in der Schweiz" (P. Lang, Berne).
- BASSAND, M. et LERESCHE, J.-Ph. (1993), "Les faces cachées de l'urbain" (P. Lang, Berne).
- BONANOMI, L. (1990), "Le temps des rues" (IREC, Lausanne).
- CHOAY, F. (1994), Le règne de l'urbain et la mort de la ville, *Ville, art et architecture* (Centre G. Pompidou) 26-35.
- CHOMBART DE LAUWE, M.-J. (1976), "Espaces d'enfants" (Centre d'ethnologie sociale et de psychologie, Paris).
- CUNHA, A. (1994), L'avenir de la Suisse urbaine : changement technologique, métropoles informationnelles et développement territorial, *Geographica Helvetica*, (1994) 53-62.
- JOYE, D. et SIMONIN A. (1994), "Démocratie et participation locale", IREC, Lausanne.
- PERCQ, P. (1994), "Les habitants aménageurs", (éd. de l'Aube, La Tour d'Aigues).
- RACINE, J.-B. (1994), La Suisse urbaine à l'orée du 3e millénaire : risque et défis d'un changement non programmé, *Geographica Helvetica*, (1994) 47-52.
- TOURAINE, A. (1992), "La critique de la modernité" (Fayard, Paris).